

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Le rapport de la Commission sur les services d'intérêt général : peut mieux faire

Le rapport du 17 octobre de la Commission répond à la demande du Conseil européen de Nice (voir bulletin 70). Il vient après plusieurs propositions : le mémorandum de la France, la proposition d'une directive cadre par la CES et le CEEP, ainsi que les propositions du CELSIG pour des textes transversaux et la perspective de la CIG de 2004, les débats au Parlement européen, les rapports du Conseil économique et social et du Comité des régions.

La Commission rappelle ♦ que les SIG, qui ne constituent pas une activité économique, ne sont pas soumis aux règles relatives au marché intérieur et à la concurrence ♦ que la législation communautaire laisse, sauf exceptions, les Etats membres libres de décider s'ils souhaitent assurer eux-mêmes les services publics, directement ou indirectement, ou s'ils préfèrent confier cette charge à des tiers ; ce n'est que dans cette hypothèse que les règles de concurrence doivent être mises en œuvre.

Elle propose ♦ d'améliorer la viabilité économique des SIG par plusieurs propositions concernant leur financement (exemption de la notification préalable pour les compensations des obligations particulières) ♦ de reprendre sa proposition de 1996 lors de la révision du traité prévue pour 2004 : qu'une nouvelle modification (un alinéa dans l'article 3, qui définit l'action de la Communauté) vienne conforter le rôle des SIG ♦ pour la première fois, elle ne rejette pas l'idée d'une directive cadre transverse aux secteurs, mais examinera la suggestion ♦ d'améliorer l'évaluation des performances des SIG et promet pour l'an prochain une Communication définissant la méthodologie de l'évaluation.

Malgré ces propositions, le rapport comporte encore nombre d'ambiguïtés et d'insuffisances qu'il convient de corriger :

- 1/ le rapport souligne la difficulté de distinguer entre activité économique et non économique.
- 2/ les propositions concernant le financement restent insuffisantes pour garantir un financement à long terme des missions d'intérêt général et de leurs évolutions.
- 3/ le rapport continue à privilégier la concurrence et les appels d'offres comme mode idéal d'attribution des missions d'intérêt général ; la Commission cite encore une fois, de la même manière que dans son Livre blanc sur "La politique européenne des transports à l'horizon 2010", sa proposition de règlement sur les obligations de services publics dans les transports urbains et interurbains de voyageurs (cf. p 11, note 23).
- 4/ la proposition de modification du traité est minimale et très insuffisante pour équilibrer règles de concurrence et missions d'intérêt général.
- 5/ à force d'études, la directive cadre risque de n'intervenir que lorsque tous les SIG auront été libéralisés secteur par secteur.

The Commission's report on services of general interest : there is room for improvement

The Commission's report published on 17th October answers the request formulated by the European Council of Nice (see bulletin 70). The report follows a number of recommendations: the French memorandum, the proposal for a framework directive from the ETUC and the CEEP, as well as proposals from the CELSIG for cross-cutting texts and the perspective of the IGC in 2004, debates in the European Parliament, reports from the Economic and Social Council and the Regions Committee.

The Commission recalls ♦ that SGI, which do not constitute an economic activity, are not governed by rules concerning the internal market and competition ♦ that, save for some exceptions, the Community's legislation leaves Member States free to decide whether they wish to ensure, themselves, public services, directly or indirectly or whether they prefer leaving the task in the hands of a third party; that it is only under this hypothesis that competition rules should be implemented.

It proposes ♦ the improvement of the economic viability of SGI through a series of suggestions concerning the way they are financed (exemption from prior notification for compensations for special obligations) ♦ reconsidering its 1996 proposal during the revision of the treaty scheduled for 2004: that the additional amendment (a paragraph in article 3, which stipulates the Community's course of action) should back the role of SGI ♦ for the first time, it does not reject the idea of a framework directive across sectors, instead it will consider the suggestion ♦ improvement of the evaluation of the performances of SGI and promises to present a communication, next year, defining the methodology of evaluation.

Despite all these proposals the report still bears a number of ambiguities and shortfalls that need to be addressed:

- 1/ the report underlines the difficult task of making a clear distinction between an economic activity and one that is not.
- 2/ proposals on financing are not strong enough to ensure long term financing of general interest missions and their evolutions.
- 3/ the report continues to favour competition and calls-for-tender as an ideal form of attribution of missions of general interest; once again the Commission quotes, in the same way as in its White Paper on "European Transport policy for 2010", its regulation proposal concerning obligations of public services in urban and inter-urban passenger transports (cf. p 11, note 23).
- 4/ the proposal on the modification of the treaty is minimal and not strong enough to ensure a balance between competition rules and missions of general interest.
- 5/ due to interminable studies, the framework directive is bound to come up well after all SGI will have been liberalised sector by sector.

6/ le rapport affirme à plusieurs reprises, sans justification étayée, que l'introduction de la concurrence a contribué à améliorer les performances d'un certain nombre de SIG ; il vante les évaluations déjà réalisées par la Commission, alors qu'elles n'ont été véritablement pluralistes ni dans les critères utilisés, ni dans la participation de tous les acteurs concernés. La Commission propose de continuer à conduire elle-même les évaluations, alors qu'il s'agit d'une fonction qui doit être séparée de la réglementation et de la régulation : la Commission ne peut prétendre être à la fois juge et partie, avoir le monopole des propositions, mettre en œuvre les décisions et juger de leur impact.

7/ le rapport reprend en annexe la définition du service universel qui figurait dans sa Communication de 2000 (et non dans celle de 1996), à savoir qu'il n'existe que "pendant le processus de passage d'une situation de prestation de services sous monopole à celle de marchés ouverts à la concurrence".

8/ malgré une allusion, elle ne propose pas de services européens d'intérêt général et ne fait pas de propositions sur la régulation.

Il reste six semaines avant que le Conseil européen de Laeken examine ce rapport et définisse les orientations politiques de l'Union. C'est dire l'urgence pour tous les acteurs et la société civile d'accentuer leurs initiatives auprès des institutions européennes, comme des autorités nationales, pour consolider l'existence des services d'intérêt général comme fondements de l'Union européenne.

Le **Troisième Forum européen sur les services d'intérêt général** organisé par le CELSIG les 19 et 20 novembre 2001 à Bruxelles sera l'occasion de faire converger les forces de tous ceux qui se reconnaissent dans ces objectifs. Nous vous invitons à y participer.

Vous pouvez vous procurer le programme et le formulaire d'inscription auprès du CELSIG, soit par fax (+ 33 1 40 42 13 78) soit par Email celsig@noos.fr

Conseil européen de Gand

Le Conseil a été consacré à l'examen de la situation financière de l'Union à la suite des attentats du 11 septembre, la lutte contre le terrorisme et à la préparation de la mise en circulation de l'euro. Sur ce dernier point, le Conseil a demandé aux Etats membres, au Conseil ECOFIN, à la Commission et à la Banque centrale européenne d'accorder une attention particulière à "l'amélioration du fonctionnement des systèmes de paiement transfrontaliers et notamment à une réduction de leurs coûts".

Services postaux

Le Conseil télécommunications du 15 octobre dernier est parvenu à un accord sur les services postaux. Aux termes de cet accord, il est prévu deux nouvelles phases de libéralisation : la limite de poids des lettres pour le secteur réservé est ramenée à 100g en 2003 et à 50g en 2006, au lieu de 350g actuellement. Le courrier transfrontière sortant est exclu du secteur réservé, mais des possibilités de dérogation "liées à la spécificité des services postaux" sont prévues pour les deux échéances. Un nouvel examen du dossier devra avoir lieu 2007 pour décider de l'ouverture totale en 2009 (voulue par les Pays Bas et la Finlande), ou d'une ouverture plus progressive (soutenue par la France) sur la base d'une étude de l'impact d'une libéralisation complète du secteur que la Commission présentera fin 2006, accompagnée de propositions.

Le commissaire Bolkestein, en charge du dossier s'est félicité de cet "accord mesuré mais substantiel", "le service petit colis express qui représente 27% du marché postal est totalement libéralisé. En 2006 la moitié du marché sera ...

6/ on a number of points the report affirms, without corroborated proof, that the introduction of competition has contributed to the improvement of the performance of a certain number of SGI: it quotes evaluations already undertaken by the Commission, which were not really pluralist neither in the criteria used nor in the participation of all actors concerned. The Commission recommends continuing to conduct the evaluation itself, whereas such a function should be separated from that of regulation and control. The Commission cannot claim to be both the judge and the party, to have the monopoly of proposals, implement decisions and judge their impact.

7/ in its annexe, the report reintroduces the definition of the universal service which first appeared in the Commission's communication of 2000 (and not in that of 1996), which stipulates that such a service only exists "during the process of transition from the situation of service provision under monopoly to that of markets open to competition".

8/ despite the impression it gives, the report does not propose European services of general interest and does not make suggestions on regulation.

Only six weeks are remaining before the European Council of Laeken examines this report and defines the Union's political orientations. Thus there is urgency for all actors and the civil community to accentuate their actions towards European institutions as well as National authorities, in order to strengthen the existence of services of general interest as foundations of the European Union.

The **Third European Forum on Services of General Interest** organised by the CELSIG on 19th and 20th November 2001 in Brussels, will provide an occasion for converging forces of all those that identify themselves with these objectives. We are cordially inviting you to take part.

The programme and registration forms are available from CELSIG either by fax (+33 1 40 42 13 78) or by Email celsig@noos.fr

European Council of Gand

The Council was devoted to the examination of the Union's financial situation following the terrorist attacks of 11th September, the fight against terrorism and the preparation of the launching of the euro. On this last point, the Council asked Member States, the ECOFIN Council, the Commission and the European Central Bank to pay particular attention to the "improvement of the operation of cross-border payment systems and in particular to the reduction of their costs".

Postal services

The Telecommunications Council that met on 15th October reached an agreement on postal services. According to this agreement two new phases of liberalisation are planned: the limit weight for mail in the reserved area is to be reduced to 100g in 2003 and to 50g in 2006 instead of the present 350g. The outgoing trans-border mail is not included in the reserved area, however possibilities for exemptions "related to the specificity of postal services" are provided for in the two target dates. A re-examination of the question will take place in 2007 to decide on either a complete openness in 2009 (wished by the Netherlands and Finland) or a more gradual openness (supported by France) on the basis of the study of the impact of complete liberalisation of the sector that the Commission will present end 2006, accompanied by suggestions.

Commissioner Bolkestein, in charge of the question, is pleased by this "measured but substantial" agreement, the express service of small packets which represent 27% of the postal market is completely liberalised. In 2006 half of the market will have been ...

libéralisée". Rappelons que la proposition de la Commission visait un objectif de 50g en 2003, l'échéance n'est donc reportée que de trois ans, même si la Commission a du reculer sur la libéralisation des "services nouveaux". Mais le grignotage continue.

Dans le cadre du processus de co-décision, cet accord doit être avalisé par le Parlement. En première lecture, le 14 décembre 2000, celui-ci avait proposé un seul seuil de 150g en 2003 (voir bulletins 72, 70, 65, 57).

Obligations de service public dans les transports de voyageurs

La commission transports du Parlement européen a adopté le rapport de Erik Meijer (GUE/NGL, Pays-Bas) sur le projet de règlement de la Commission relatif aux obligations de services publics dans les transports de voyageurs urbains et interurbains, par 26 voix pour, 22 contre et 2 abstentions. Plus de 500 amendements ont été examinés.

Le rapport, qui devrait passer en plénière en novembre, propose des modifications importantes au projet de la Commission. Il postule que la responsabilité des transports terrestres locaux incombant aux autorités locales, toute autorité compétente doit pouvoir continuer à avoir le droit de les assurer elle-même ou par le biais de ses propres entreprises "sans appel d'offres". En cas de contrats, ceux-ci doivent pouvoir être de huit ans pour les bus et de quinze ans pour le rail (et non cinq ans chacun). Les autorités compétentes doivent être autorisées à attribuer directement des contrats de service public pour un montant moyen annuel allant jusqu'à un million d'euros (au lieu de 400 000), ce montant pouvant être porté à 3 millions lorsque toutes les exigences de service public sont incorporées dans un seul contrat (au lieu de 800 000). Selon le rapporteur, il est essentiel de sauvegarder la place des sociétés liées à un territoire (appartenant souvent au secteur public), car elle revêtent une dimension de service public et parce que le rail a un rôle important à jouer pour concurrencer l'automobile et dans la protection de l'environnement.

Concurrence

♦ **Le Parlement européen** a adopté, à une majorité étroite, le rapport du député Alejandro Agag (PPE, Espagne) sur le trentième rapport annuel de la Commission sur la politique de la concurrence. Au delà des activités de l'an 2000, le rapport du Parlement aborde, pour la première fois, des aspects plus politiques. Ainsi, il salue la proposition de modernisation du règlement de 1962, "à condition qu'elle n'entraîne pas une renationalisation de la politique de la concurrence". Il juge excessives les compétences que propose de s'octroyer la Commission qui deviendrait "instance de réglementation, juge et exécuter de la règle communautaire". Par ailleurs, il invite la Commission à "publier un tableau d'indicateurs objectifs sur la privatisation dans les Etats membres". Il regrette l'absence de volonté politique du Conseil qui empêche la progression du processus de libéralisation dans des secteurs clés et demande, une nouvelle fois, que la procédure de co-décision soit appliquée à la politique de la par le prochain traité.

liberalised. It should be recalled that the Commission's proposal aimed at a target of 50g in 2003, thus, the achievement of the objective is delayed by only three years, even if the Commission had to give in on the liberalisation of "new services". However nibbling continues.

Under the co-decision procedure, this agreement has to be approved by the parliament. In the first reading, on 14th December 2001, the Parliament had suggested a threshold of 150g in 2003 (see bulletins 72, 70, 65, 57).

Public Service obligations in passenger transports.

The transport committee of the European Parliament adopted the report by Erik Meijer (GUE/NGL, The Netherlands) on the Commission's regulation draft on public services obligations in urban and interurban passenger transports, by 26 votes for, 22 votes against and 2 abstentions. More than 500 amendments were examined.

The report which is to be presented in a plenary session in November, proposes significant amendments to the Commission's draft. It stipulates that since local authorities are responsible for local land transports, any competent authority therefore must continue enjoying the right to provide them itself or through its own firms "without calls for tender". In the event of contracts, these should run for 8 years for buses and 15 years for railways (and not 5 years each). Competent authorities should be allowed to directly award public service contracts of up to an average annual amount of one million euros (instead of 400, 000), this amount could be brought up to 3 million euros in cases where all requirements for a public service are grouped in a single contract (instead of 800,000). According to the rapporteur, it is important to preserve the position of firms linked to a territory (often belonging to a public sector), because they represent a public service dimension and because the railways system has a significant role to play in the competition against the automobile and for the preservation of the environment.

Competition

The European Parliament has, by a very narrow majority, adopted the report by a member, Alejandro Agag (PPE, Spain) on the thirtieth annual report of the Commission concerning competition policy. Over and above the activities of the year 2000, the Parliament's report tackles, for the first time, aspects that are more political. Thus, it welcomes the proposal for the modernization of the 1962 regulation, "on condition that it does not imply the renationalisation of the competition policy" It considers as excessive competences that the Commission proposes to assume, by which it will become "a regulating body, judge and enforcer of the Community rule". Further it invites the Commission to "publish a table of objective indicators on privatisation in Member States". It regrets the absence of political willingness on the part of the Council, which hinders progress in the process of liberalisation in key sectors and, once again, calls for the application of the procedure of co-decision to the policy throughout the next treaty

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@noos.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.